

# FACE À L'ACCAPAREMENT DES TERRES DANS LE MONDE, DES OUTILS D'ANALYSE AU SERVICE DE L'ACTION

*Cours en ligne. Session en français 27 avril au 26 mai 2020*

## Étude de cas : La Mine du Mirador en Équateur

Camille Hubert Bonasera

Étudiante master 2, Institut Français de Géopolitique

### Résumé

Le cas d'accaparement qui nous occupe ici se situe en Équateur, dans la province de Zamora Chinchipe, au Sud Est du pays, dans une région amazonienne qui à l'Ouest est délimitée par le piémont andin et à l'Est par la frontière avec le Pérou. C'est dans le village de Tundayme que se trouve la mine du Mirador, sur la cordillère du Condor. La population majoritaire de la région est indigène, Shuar, et une grande partie des territoires de la région sont classés comme « territoires indigènes » ou comme territoires protégés. Dans l'ensemble de l'Amazonie équatorienne, les territoires indigènes couvrent 57 % du territoire, et 21 % sont classés comme « aires naturelles de l'État ». Selon les informations de ministère des Mines, les concessions minières couvrent 30% de la superficie des deux régions du Sud Est, Zamora Chinchipe et Morona Santiago, aujourd'hui toutes deux des « hot spots » du développement minier en Équateur.

La mine du Mirador s'est construite sur des territoires indigènes, à proximité de la cordillère du Condor, dans une région amazonienne du Sud Est de l'Équateur. Entrée en activité en décembre 2019, son projet se matérialise sous le mandat de Rafael Correa, qui encourage l'extraction minière à travers la promulgation d'une nouvelle loi minière, malgré la reconnaissance de pluri-nationalité de l'État d'une part et de droits de la nature d'autre part.

Les populations locales ne sont pas consultées pour ce projet, mais voient leur territoire profondément transformé, sur le plan physique, mais également anthropologique. Les populations impactées se partagent entre habitants d'un village, Tundayme, et des populations davantage rurales, dont les habitudes de vie dépendent directement de la forêt amazonienne. Les promesses d'emploi dans la zone impactées, ainsi que les annonces de développement des infrastructures scolaire, ou de transports, n'ont pas donné suite de manière satisfaisante. Par ailleurs, elles ne sauraient représenter des contreparties aux pertes endurées par les populations impactées, dont il est impossible d'estimer la valeur : perte de biodiversité, appauvrissement de la qualité des eaux dont dépendent habitants, agriculteurs et éleveurs ; modification des pratiques et de la construction socio-spatiale des populations autochtones, rien que l'entrée dans le salariat par un emploi dans le secteur milieu ne puisse équilibrer.

## Contexte

« Mirador » est une mine à ciel ouvert, de cuivre majoritairement, mais aussi d'or et d'argent, qui occupe une superficie de 9 928 hectares. Le projet commence il y a relativement longtemps, par l'exploration de la zone entre les années 1994 et 1996 par l'entreprise Gencor. Si l'exploration commence aussi tôt, la situation de tension due à l'accaparement advient bien plus tard (l'arrivée de compagnies d'exploration minières et pétrolières sont des oiseaux de mauvais augure dans la région, qui annonce un accaparement futur). La concession passera de Gencor à Billiton, qui s'allie en 1999 avec Corriente Recursos et Lowell Mineral Exploration. Leur exploration aboutira à la découverte de gisements de cuivre et d'or très importants dans cette zone, qui sera vendue en concession par Corriente Recursos à Ecuacorrientes S.A. (ECSA), une entreprise à capitaux chinois. Celle-ci signa le 5 mars 2012 un contrat avec l'État équatorien qui avait mis en œuvre l'année précédente une réforme du Code Minier.

En effet, l'Équateur est depuis les années 1970 très dépendant de ses exportations de pétrole. Même si les sociétés d'exploration commencent dans notre cas leurs activités dans les années 1990, c'est sous les mandats du président Correa que l'industrie minière va se développer.

Utilisées selon son discours pour pouvoir financer la transition socialiste, les méga-mines projetées sous sa présidence auront bien plus d'impacts social et politique. Tout d'abord parce qu'elles renforcent la marginalisation des populations indigènes sur leurs territoires et que le discours de Rafael Correa cristallise des positions d'exclusion ethnique. Il dira une phrase qui restera dans les mémoires par-delà l'Équateur : « nous ne pouvons pas être un mendiant assis sur un sac d'or ». Cette phrase symbolise bien sa volonté de se détacher de l'exportation pétrolière à destination des États-Unis et de sa dépendance des crédits du FMI et de la Banque Mondiale.

Le renforcement de la politique minière passe donc par la facilitation des investissements dans ce secteur<sup>1</sup>, ainsi que par la construction de discours, de rhétoriques favorables au projet, présentées comme une avancée inestimable pour l'intérêt général. À Zamora Chinchipe, région fortement touchée par le chômage et la pauvreté, le projet aurait dû créer 1200 emplois directs et 2700 emplois indirects dans sa phase de construction, et 580 emplois directs et 2500 indirects dans sa phase d'exploitation.<sup>2</sup> Il a également entraîné la construction d'une route pour permettre le transport des ressources vers et depuis la mine.

Une certaine rhétorique s'est donc mise en place sous l'impulsion du gouvernement et du président Correa : après tout, l'air y est pur, la terre trop pauvre pour l'agriculture, la faune et la flore assez riche pour se développer ailleurs dans la région ; socialement, la population est fortement touchée par le chômage, en manque de service de santé et d'infrastructures.<sup>3</sup>

Outre la création d'emplois et d'infrastructures, les retombées économiques du projet devaient permettre le financement d'écoles, de centres de soins. Cependant, des analyses montrent que seulement 24 % des bénéfices de l'extraction auraient été investis dans la zone impactée, en passant avant tout par les instances de gouvernement indigène ou les circonscriptions territoriales.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Loi du secteur minier, 2009 <http://www.controlminero.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2018/08/Ley-de-Mineri%CC%81a-21-mayo-2018.pdf>

<sup>2</sup> DIAGNÓSTICO ESTRATÉGICO DIAGNÓSTICO ESTRATÉGICO MINERO GESTIÓN TERRITORIAL 2011\_1 DIAGNÓSTICO ESTRATÉGICO UNIDAD DE GESTIÓN

<sup>3</sup> Valisková, Barbora. (2016). Análisis de la posición ideológica del gobierno ecuatoriano en el contexto de la movilización indígena antiextractiva. *Cuadernos del Cendes*, 33(91), 65-91.

<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=40347542005>

<sup>4</sup> Sánchez, Priscilla & Jimenez, Kevin & Jaramillo Loaiza, Gabriela. (2018). Minería a gran escala en el sur de Ecuador. Los beneficios locales del proyecto minero Mirador. Large Scale Mining in Ecuador. Local Benefits of the Mirador Project. *Economía*. 45. 105-123.

Politiquement, la multiplication des méga-projets miniers en Amazonie semble répondre à de nombreux problèmes et renforce la confrontation avec les organisations indigènes, dont le poids politique peut être problématique pour l'exécutif.

Parmi les personnes possédant un droit d'usage sur ce territoire, on trouve les habitants du village de Tundayme, dont les agriculteurs dépendent des territoires impactés et de l'eau pour leur culture. Dans notre cas, ce sont des cultures vouées à être consommées dans la famille et à être vendues localement.

De manière plus générale, les territoires impactés sont le lieu d'une haute biodiversité, dont les droits d'usages peuvent être étendus considérablement si l'on prend en compte la perte de la faune et de la flore (on parle dans notre cas d'espèces végétales et animales encore non étudiées), l'impact de la pollution de l'eau et de la déforestation dans un contexte de réchauffement climatique accéléré.

La réalisation de ce projet a été perçue comme une attaque et un affront par les populations indigènes. Avant l'arrivée de la première compagnie d'exploration dans la province de Zamora Chinchipe, ces populations étaient déjà marginalisées, mais elles pouvaient compter sur l'agriculture et la pratique de la chasse dans leur territoire. Ce rapport pratique, tout comme la construction cosmologique [Descola, 1993] profondément associée à un rapport à la terre des populations Shuar a donc été transformé, ce qui rend peut-être plus violent encore le déplacement de ces populations vers d'autres villages, voir vers des centres urbains. Cette situation repose notamment sur une dépréciation par une partie de la classe politique du statut des indigènes et de leurs systèmes de valeur. Traditionnellement, les populations Shuar entretiennent des relations de proximité très fortes avec leur environnement, qui ne représente que beaucoup plus pour elles qu'une seule base de subsistance économique. L'espace à l'extérieur de la maison est pensé comme un prolongement de celle-ci, formant une continuité entre les humains et les non-humains, tous dotés d'une âme de la même manière. Si le terme de nature n'a pas de sens dans la conception traditionnelle Shuar, on pourrait dire qu'elle se voit attribuer des qualités „humaines“, en relation avec les hommes d'une part et les femmes d'autre part.<sup>5</sup>

Il semble alors très difficile voire impossible de donner une valeur réelle aux pertes entraînées par la mine, car les biens communs affectés n'ont pas la même signification ni la même valeur pour les personnes impactées.

Cependant, dans un souci de présenter ce projet minier comme relevant de l'intérêt général, dans lequel tous les acteurs seraient gagnants, et comme il est supposé par le code minier de 2011, les investisseurs doivent s'engager dans le développement de la région impactée. Cela passe par la création d'emploi, dans notre cas d'une route, et même d'investissements dans l'école du village. Mais les résultats sont flous, puisque l'école a rapidement manqué de professeurs.

Par ailleurs, les promesses de création d'emplois dans la zone d'influence de la mine ne sont pas atteintes, et les postes sont souvent occupés par des ouvriers chinois, avec qui la cohabitation résulte souvent difficile, étant donnée la frontière linguistique. Il n'est effectivement pas anodin que l'État équatorien, quel que soit le parti à sa tête, veuille développer des emplois dans un territoire dont les habitants n'ont pas été séparés de leurs moyens de subsistance, cela est au contraire révélateur d'une pensée politique plus profonde. Le président Correa avait également souligné cette pensée lors d'un interview au journal le *Monde* à l'occasion de la COP21 : „Une famille indigène du XXIe siècle sans électricité, sans soins de santé, sans eau potable ni éducation, ce n'est ni de la culture ni du folklore, mais de la misère, de l'exploitation, de l'injustice. Comme n'importe quel groupe humain, ces communautés veulent accéder aux avantages de la modernité. „<sup>6</sup> S'il est certain que le processus d'exotisation et de folklorisations de la pauvreté des

---

<sup>5</sup> Descola, *La Nature domestique. Symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*, publication par la Fondation Singer-Polignac, Paris : éditions de la *Maison des sciences de l'homme*, 1986 (ISBN 2-7351-0165-7)

<sup>6</sup> [https://www.lemonde.fr/planete/article/2015/12/09/rafael-correa-l-equateur-exploitera-jusqu-a-la-derniere-goutte-de-petrole-pour-sortir-de-la-pauvrete\\_4827674\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2015/12/09/rafael-correa-l-equateur-exploitera-jusqu-a-la-derniere-goutte-de-petrole-pour-sortir-de-la-pauvrete_4827674_3244.html)

populations indigènes relève de dynamiques coloniales et du mythe du „bon sauvage“, l'entrée forcée dans le salariat et l'appropriation du produit du travail de groupes sociaux ainsi que des ressources naturelles présentes sur leurs territoires n'en reste pas moins d'une grande violence.

## Appropriation

À partir de la signature du contrat entre le représentant d'ECSA et le président Correa en mars 2012 (qui apporta un espoir de développement pour certains des habitants du village), il a fallu attendre deux ans avant que les premiers délogements n'aient lieu. Entre 2014 et 2016, on estime que plus de 100 personnes divisées en 32 familles furent violemment délogées<sup>7</sup>. Le rachat des parcelles privées par la compagnie chinoise ont commencé plusieurs années auparavant, au moment de la signature du contrat : certains habitants avaient accepté de vendre leur terrain, mais d'autres avaient refusé.<sup>8</sup>

D'après les témoignages, les forces de l'ordre ont fait preuve du *modus operandi suivant* pour ces familles : réveillées à l'aube, les militaires leur auraient laissé quelques minutes pour quitter leur maison avant de la détruire. Ces témoignages vont à l'encontre du discours du gouvernement, qui insiste sur le fait qu'aucune violence n'aurait été utilisée. Il faut ici rappeler qu'aucune consultation n'a été faite sur un projet qui occupera ces territoires pour au moins 25 ans, dans un état sanitaire que les locaux redoutent déjà.<sup>9</sup>

La violence sur ce territoires est antérieure à la réalisation du projet, étant donnés les processus de colonisation en œuvre dans cette région. Cependant, l'appropriation des ressources et le contrôle militaire du territoire entraînant le déplacement forcé des populations ou leur travail dans la mine renforcent fortement ce processus. L'affirmation d'une volonté de contrôle sur des territoires considérés comme ancestraux par les populations est une violence d'un autre ordre, économique, politique, et symbolique. L'accaparement entraîne ici un profond changement, violent, d'un mode de vie, par la paupérisation des personnes, en les intégrant dans des rapports économiques défavorables, dont elles ne faisaient pas partie avant l'arrivée des compagnies minières, à savoir les offres d'emploi salarié dans la mine. Cet appauvrissement économique et culturel de ces populations risque d'augmenter leur stress, le niveau d'alcoolisme et de violence domestique dans les foyers, et les taux de chômage.<sup>10</sup>

L'arrivée des compagnies minières introduit aussi des ruptures au sein des populations locales. Certains étant favorables à la mine et aux emplois qu'elle pourrait générer, ils ont donc intégré le rapport de violence dont ils sont victimes. Cela n'empêche pas que les relations salariales soient difficiles : peu payés, non protégés, et travaillant dans des conditions tout à fait défavorables, les emplois directs et indirects ne semblent pas permettre une subsistance convenable pour les employés locaux.

La résistance à ce projet a elle aussi fait l'objet d'une violence importante, notamment pendant la marche pour l'eau et la vie, contre l'ensemble des projets miniers, durant laquelle les leaders ont été arrêté<sup>11</sup>. L'assassinat d'un des représentant du peuple Shuar, José Tendetza, fortement opposé

---

<sup>7</sup> <https://es.mongabay.com/2018/08/la-deforestacion-del-proyecto-minero-mirador-en-el-sur-de-la-amazonia-de-ecuador/>

<sup>8</sup> <https://gk.city/2019/07/04/proyecto-mirador-mineria-ecuador/>

<sup>9</sup> <https://dialogochino.net/en/extractive-industries/28120-indigenous-communities-take-legal-action-over-ecuadors-largest-mine/>

<sup>10</sup> <https://ejatlas.org/conflict/mirador-cordillera-del-condor-ecuador>

<sup>11</sup> <https://www.sinpermiso.info/textos/ecuador-marcha-por-el-agua-la-vida-y-la-dignidad-de-los-pueblos>

au projet, avait marqué les esprits au sein du mouvement indigène. Les coupables n'ont toujours pas été sanctionnés par la justice<sup>12</sup>.

## Utilisateurs.trices en place

Les utilisateurs et utilisatrices de ce territoire se trouvent à plusieurs échelles.

En premier lieu peut-être, nous trouvons les personnes qui vivaient sur le territoire de la mine, qui ont été délocalisées quand elles n'ont pas accepté de vendre leur terrain. Le projet s'est fait sans leur consultation, sur des terres considérées comme ancestrales. Leur vie dépendait directement de l'environnement proche (culture de jardin, chasse, pêche et cueillette, eau pour usage domestique et agricole). Les impacts économiques et sociaux de ce projet sur ces populations peuvent se décliner à plusieurs niveaux : d'abord de par leur déplacement forcé, sans réel plan de relocalisation ni consentement. Ensuite, parce que c'est un autre pas fait vers la colonisation des territoires et des pratiques qui s'opère : on altère des modes de vie qui ne dépendaient pas de rapports salariaux pour pouvoir vivre ou survivre pour les y intégrer par la violence. Par ailleurs, les seules conséquences positives qui devraient être incluses dans le projet ne bénéficient pas à ces populations mais aux habitants du village.

Nous trouvons donc ensuite les habitants du village de Tundayme, où l'annonce de la mine a reçu un accueil mitigé, puisque l'espoir de développement qui aurait dû accompagner le projet entraîna une relative reprise d'activité. Pourtant, ces habitants dépendent eux aussi de la qualité de l'eau pour des utilisations domestiques et agricoles. Sont donc aussi impactés les petits agriculteurs et commerçants du village.

Nous pouvons aussi élargir les droits d'usage des territoires amazoniens, en citant Santiago Ron, professeur de biologie à l'Université Catholique : « L'Equateur est un pays très diversifié, et justement pour cette raison, il a la très grande responsabilité de protéger ses ressources biologiques. Nous avons tant à perdre et nous ne faisons pas attention à ces ressources qui **pourraient bénéficier à toute l'humanité** ». <sup>13</sup> C'est effectivement là un des problèmes qui nous permet de remettre en question l'idée de souveraineté complète et de propriété privée de la terre, notamment lorsque de tels enjeux y sont présents.

---

<sup>12</sup> <https://es.mongabay.com/2019/11/jose-tendetza-defensores-ambientales-en-ecuador/#:~:text=El%20d%C3%ADa%20en%20que%20muri%C3%B3,la%20miner%C3%ADa%2C%20Jos%C3%A9%20Tendetza%20estaba.>

<sup>13</sup> <https://dialogochino.net/es/actividades-extractivas-es/28120-los-indigenas-del-condor-ecuatoriano-no-quieren-cobre/>

## Cartographie des acteurs

### **Dynamique du conflit**

L'État équatorien fait concession de territoires à Zamora-Chinchipe à l'entreprise Gencor en 1992 (1), qui les vend à la compagnie d'exploration Billiton en 1994 (2), qui les revendra à l'entreprise de capitaux chinois (4) Ecuacorriente SA (3).

Celle-ci signe un contrat d'exploitation en 2012 (5), sous la présidence de Rafael Correa (2007-2017), qui dirige le secteur minier depuis la loi minière de 2011, qui a renforcé le conflit avec le mouvement indigène de l'Amazonie, Confenaie (6).

Sous sa présidence, l'Équateur entre en tension avec les États-Unis (7) et le FMI (8), eux-mêmes en tension avec l'État chinois (9). L'Équateur choisit donc de favoriser les investissements étrangers, notamment chinois (10), pour ses nouveaux secteurs de développement. ECSA commence donc à travailler à Zamora-Chinchipe, (11) et devrait, selon la loi minière, aider à développer les zones impactées par la mine, soit le village de Tundayme, (12) et le Gouvernement Autonome Décentralisé (12). Celui-ci devrait servir de relais pour la redistribution partielle des revenus de la mine (13). En effet, l'article 93 de la loi minière stipule que „60% de la rente sera destiné à des projets d'investissement social prioritairement pour couvrir des nécessités basiques insatisfaites et le développement territorial et productif, à travers le Gouvernement national ou les gouvernements autonomes décentralisés. [...] Dans les cas nécessaire, 50% de ce pourcentage correspondra à des instances de gouvernement des communautés indigènes et/ou des circonscriptions territoriales.”<sup>14</sup> On estimait en 2017 que les bénéfices sont versés à 55% à l'État équatorien

---

<sup>14</sup> Loi minière 2009, p 35 <http://www.controlminero.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2018/08/Ley-de-Mineri%CC%81a-21-mayo-2018.pdf>

et à 45% à l'entreprise, et que de ces pourcentages, 24% des bénéfices sont versés à la zone d'exploitation.<sup>15</sup> Je ne trouve malheureusement pas de données actualisées de la gestion des bénéfices de la mine depuis le début de son activité en 2019.

Sur le territoire, les tensions entre les populations indigènes et blanches croissent (14), tout comme le sentiment de colonisation et de domination de l'État sur les indigènes (15).

### **Organisation de l'aide**

CASCOMI reçoit de l'aide juridique de la REPAM (1), organisation ecclésiastique panamazonienne, qui l'a aidé à porter son cas face à la Commission Inter-Américaine des Droits de l'Homme(2), ainsi que de la COICA (3). À échelle nationale, elle reçoit des conseils et suit les exemples des autres populations victimes d'accaparement dans des projets d'extraction (4), notamment ceux où sont impliqués les entreprises chinoises Tongling Nonferrous Metals Group et la China Railway Construction Company (5). La CASCOMI reçoit également de l'aide pour la recherche sur les impacts de la mine, comme dans le cas du projet MAAP réalisé par Amazon Watch et Amazon Conservation Team. (6)

Les populations indigènes présentes dans la CASCOMI sont représentées politiquement et socialement par la CONFENAIE (7) ; la confédération des populations indigènes d'Amazonie. Cette-dernière, associée avec l'organisation andine d'ECUARUNARI (8) au sein de la CONAIE (9) a porté la voix des victimes des conflits territoriaux pendant les manifestations d'octobre 2019. (10)

---

<sup>15</sup>

[https://www.researchgate.net/publication/327187222\\_Mineria\\_a\\_gran\\_escala\\_en\\_el\\_sur\\_de\\_Ecuador\\_Los\\_beneficios\\_locales\\_del\\_proyecto\\_minero\\_Mirador\\_Large\\_Scale\\_Mining\\_in\\_Ecuador\\_Local\\_Benefits\\_of\\_the\\_Mirador Pr oject](https://www.researchgate.net/publication/327187222_Mineria_a_gran_escala_en_el_sur_de_Ecuador_Los_beneficios_locales_del_proyecto_minero_Mirador_Large_Scale_Mining_in_Ecuador_Local_Benefits_of_the_Mirador_Project)

## Conséquences sur les plans écologique, social et économique

Les populations locales sont ici très largement défavorisées face à un projet pour lequel elles n'ont pas été consultées.

Quelques avantages semblaient se dégager du projet, mais leur avancée réelle est mitigée. La promesse d'emplois (2330 emplois directs et 6990 indirects) n'a pas été atteinte. La construction de la mine a néanmoins permis la construction d'une route et d'une ligne d'électricité prises en charge par l'État et ECSA, mais on dit que la route n'est utilisée que par les camions de la compagnie. L'école du village a bien été agrandie, mais cela ne rattrape pas la perte culturelle de la perte progressive des territoires et des coutumes Shuar et Kichwas, poussées progressivement à migrer vers les villes les plus importantes de leurs régions ou à Quito, la capitale.<sup>16</sup> En effet, l'organisation sociale et politique des populations Shuar dépend de manière intrinsèque à leur organisation spatiale, à la construction de maison et de village qui sont régulièrement abandonnés, afin de laisser à la forêt la possibilité de se recréer à cet endroit-là. L'espace partagé dans les maisons prend, entre autres, des dimensions de genre. Ainsi, l'espace de la maison et des tâches qui lui sont associées est fragmenté, de la même façon que l'espace extérieur. Ainsi, le jardin est un espace fondamentalement féminin, et les plantes, elles-aussi dotées d'âmes, sont liées aux femmes avec qui elles échangent et influent sur leur quotidien. [Descola, 1993].

Les impacts sur la biodiversité sont inestimables, notamment du fait de l'absence d'une évaluation environnementale qui prenne en compte l'ensemble du territoire impacté. Selon des représentants de la communauté scientifique, la zone du Mirador comprendrait de nombreuses espèces animales et végétales non recensées. La pollution au mercure des eaux du fleuve Pastaza cause déjà de nombreux dégâts sur les habitants qui en dépendent, sur leur santé directement, mais aussi sur leur approvisionnement en poisson<sup>17</sup>.

Ce stress appliqué à des populations marginalisées qui dépendent de leur environnement a donc des impacts sociaux marqués, comme une perte de repères et un sentiment d'injustice qui perdure. Ce dernier a été un des facteurs du soulèvement du mois d'octobre 2019<sup>18</sup>. Si les mobilisations commencent autour de la question de l'augmentation du prix de l'essence, les manifestations prennent vite un autre tournant. En joignant les voix des populations indigènes andines, affectées dans le secteur agricole par ces mesures, les populations amazoniennes, représentées par la CONFENAIE entre autres ont marché jusqu'à Quito, en dénonçant avant tout des violations sur les territoires indigènes. Ce soulèvement a été d'une violence rare en Équateur, et beaucoup craignait un coup d'État contre le président Lenin Moreno, qui avait accepté un an plus tôt un accord avec le FMI, une nouveauté depuis les années Correa.

Les impacts sur l'accès à la nourriture, et l'augmentation de la paupérisation de ces populations entraînent un stress économique direct, qui ne saurait être comblé par des offres salariales. En effet, beaucoup, notamment dans le village de Tundayme, espéraient que l'arrivée de la mine soit accompagnée d'un net développement du village. C'est pourquoi, entre la signature du contrat entre ECSA et l'État et le début de la construction de la mine, de nombreux villageois ont installé de nouveaux commerces, en comptant sur l'arrivée d'ouvriers pour consommer dans le village. Malheureusement, une grande partie des emplois n'ont pas été créés ou sont occupés en grande partie par des ouvriers chinois avec qui les échanges sont rares, vu la barrière linguistique.<sup>19</sup>

---

<sup>16</sup> Terrain d'étude de master 2, janvier et février 2020

<sup>17</sup> <https://es.mongabay.com/2019/09/mercurio-en-los-rios-efectos-sudamerica/>

<sup>18</sup> Terrain d'étude de master 2, janvier et février 2020

<sup>19</sup> <https://multimedia.scmp.com/week-asia/article/3011618/beijing-conquest-latin-america/chapter02.html>

## Illustration

(Pour une cartographie des conséquences environnementales, aller voir : <https://maaproject.org/mirador/> d'où est extraite cette photo satellite)

## Bilan

Dans notre cas, il est évidemment impossible de valoriser les impacts sur la nature de cette mine, qui affecterait à très long terme les eaux, la faune et la flore, la qualité des sols, ... La difficulté de calculer une valeur pour ces biens communs repose notamment sur le fait qu'ils n'ont pas la même utilisation, la même charge symbolique pour les différents acteurs en jeu ; ce qui est sacré pour les Shuars ne l'est ni pour l'État équatorien ni pour Ecuacorriente, et ce qui est crucial pour cette-dernière ne l'est pas pour les indigènes.

Étant donnée la violence des expulsions et le manque de contreparties, impossible à verser vus les biens communs affectés, il semble évident que la situation est surtout désavantageuse pour les populations locales indigènes, qui sont forcées d'accepter des contrats peu payés, ou le chômage sans terres à cultiver. Celles-ci ont essayé de former une résistance, avec de nombreuses marches (parfois de centaines de kilomètres, jusqu'à Quito), des mobilisations très importantes, de femmes notamment, conjointement à d'autres mouvements d'opposition aux mines, mais toutes ces tentatives se sont confrontées à une répression violente de la part de l'État, des arrestations des chefs pour terrorisme, et même à l'assassinat d'un des leaders Shuar, José Tendetza.

Le bilan attendu me semble donc bien pessimiste, puisque la mine est entrée en activité l'hiver 2019, et devrait le rester pour 25 ans, et que rien ne garantit que les territoires directement impactés ne soit pas encore plus appauvris à la fin de l'exploitation. Quant à la confrontation avec l'État, il faut ici rappeler les très fortes manifestations menées avant tout par les mouvements indigènes au début du mois d'octobre

2019, initiée pour protester notamment contre l'augmentation du prix de l'essence demandée par le FMI. Ces manifestations furent l'occasion pour le mouvement indigène de se réactiver comme puissance d'opposition, marginalisée sur leurs territoires pour de nombreuses raisons (accaparements de terre, paupérisation des travailleurs agricoles indigènes,...). Ce soulèvement fut d'une violence exceptionnelle en Équateur.

## Voies d'occupation alternatives : quelles autres formes d'occupation et usages des ressources seraient possibles, souhaitables ?

Reconnaître la pluralité des droits d'usage de ce territoire est fondamental, mais il faut pour cela dépasser les volontés de contrôle et d'appropriation territoriale issue de l'histoire coloniale du pays, car renforcer la souveraineté de l'État dans ses frontières est pour lui un enjeu politique.

Il semble donc qu'il faille renforcer la gestion commune de l'eau et du territoire, et pour cela reconnaître l'autonomie des territoires indigènes. Il faudrait également pouvoir inscrire des droits fonciers légitimes à long terme, et cela nécessiterait repenser le rapport de domination entre l'État et les populations indigènes, afin que les habitants de terres accaparées puissent accéder à leurs propres moyens de subsistance.

En effet, à propos des territoires et des droits des populations indigènes en particulier, la Constitution de 2008, ainsi que la ratification à l'article 169 de l'OIT ne garantissent pas la non-violation de ces territoires. Il semble donc que les solutions ne puissent pas passer uniquement par la promulgation de lois. Dans le cas de l'Équateur, la Constitution de 2008 en fait un État plurinational, garantissant des droits à la nature, et des territoires aux populations indigènes, sur lesquelles celles-ci ont une souveraineté. Douze ans après son écriture, l'Équateur a connu une des manifestations les plus fortes depuis le début du siècle, menée notamment par les organisations indigènes, CONAIE en tête. Les conflits sur les territoires indigènes sont nombreux en Équateur et portent sur des secteurs très variés: extraction de ressources dans la zone amazonienne notamment, agriculture dans la zone andine, conflits à propos de l'éducation entre les écoles interculturelles bilingues gérées par la CONAIE et les Écoles du Millénaire lancées par Rafael Correa, ... La plupart de ces conflits sont postérieur à la Constitution, marquée par un manque de définition des concepts de plurinationalité et d'interculturalité. Dans le cas de l'Équateur, il est nécessaire que des définitions communes de ces concepts soient partagées entre les acteurs aujourd'hui en conflit.

## Actions et changements visés

Dans notre cas, il paraît très difficile d'imaginer une restitution des terres, puisque la mine est rentrée en activité en décembre 2019, et que la restitution n'est prévue que dans 25 ans. Par ailleurs l'État équatorien a montré à plusieurs occasions à quel point il tenait à ces méga-mines.

Il faudrait donc renforcer la volonté politique d'abandonner ce type de projet, en communiquant sur leurs conséquences sociales et environnementales.

En effet, le problème des mines et de l'accaparement des terres pour des projets d'extraction des ressources n'est pas mobilisateur au-delà des populations impactées en Équateur. Pour une grande partie du corps électoral équatorien, soit ça n'est pas un problème, soit ils y sont favorables.<sup>20</sup> Cela est une conséquence de nombreux éléments de l'histoire du pays, notamment des conceptions issues de la colonisation extérieure puis interne au pays. Les représentations sociales et politiques autour des populations indigènes qui composent dans notre cas, comme dans la majorité des cas en Équateur, une grande partie des victimes, sont excluantes, et ne permettent pas de se figurer les populations indigènes comme des citoyens au sens plein. Il me paraît donc nécessaire de prendre conscience de ces

---

<sup>20</sup> Entretien avec Luciano Martinez, janvier 2020, Quito.

représentations afin de penser les relations entre le pouvoir et les indigènes dans l'ensemble de la société, mais aussi au sein des groupes indigènes.

Limiter les accaparements en Équateur nécessite donc un travail très profond, radical qui pourrait viser deux buts : affirmer une opposition forte à ces projets d'une part, afin de pouvoir changer la volonté politique d'autre part.

Le premier point suppose de savoir-faire résistance et de créer un corps politique mobilisé qui vienne du bas. Cela peut donc signifier rentrer dans des rapports de violence, à moins que la volonté politique des gouvernants ne change. Mais je pense aussi que la reconnaissance des erreurs de l'État, et donc du tort qu'il fait à une communauté, par le biais de la justice, est d'une importance capitale, car il permet de lui accorder un statut de victime. Ce statut ne vise pas à être inscrit dans le temps, mais il permet une reconnaissance de l'État qui, bien qu'elle ne soit pas suffisante, pourrait limiter les projets d'accaparement.

Par ailleurs, la coopération internationale des groupes impactés par ce genre de projet n'est pas à minimiser. Elle permet d'offrir des formations juridiques à des personnes qui peuvent être très éloignés de ce genre de savoir, et de fonctionner comme relais des voix des victimes à échelle nationale et internationale.

## Coordonnées géographiques

Source : <https://maaproject.org/mirador/>

Voir aussi : <https://therightsofnature.org/wp-content/uploads/Caso-Condor-Mirador.pdf>

## Bibliographie

- Carvalho, Raquel. « How Chinese Projects Are Tearing Communities in Ecuador Apart ». *South China Morning Post*, <https://multimedia.scmp.com/week-asia/article/3011618/beijing-conquest-latin->

[america/chapter02.html?src=social](#)**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.** . Consulté le 15 octobre 2020.

- « Conflictos mineros en América del Sur: una mirada a cuatro casos emblemáticos ». *Noticias ambientales*, 18 novembre 2016, <https://es.mongabay.com/2016/11/conflictos-minerialatinoamerica/>**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.** .
- « Conflictos Mineros en Ecuador ». *Observatorio de Conflictos Mineros de América Latina, OCMAL*, [https://mapa.conflictosmineros.net/ocmal\\_db-v2/conflicto/lista/02032900](https://mapa.conflictosmineros.net/ocmal_db-v2/conflicto/lista/02032900). Consulté le 26 août 2020.
- *Contexto Histórico | Territorio Indígena y Gobernanza*. [http://territorioindigenaygobernanza.com/web/ecu\\_02/](http://territorioindigenaygobernanza.com/web/ecu_02/)**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.** . Consulté le 20 octobre 2020.
- « Contrato minero Mirador se firma hoy en medio de dudas ». *El Universo*, 4 mars 2012, <https://www.eluniverso.com/2012/03/05/1/1355/contrato-minero-mirador-firma-hoy-medio-dudas.html>**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.** .
- *La Megaminería: firma de un contrato de represión y desalojo ECSA [Ecuador] - Business & Human Rights Resource Centre*. <https://www.business-humanrights.org> . Consulté le 15 octobre 2020.
- Descola. *La Nature domestique. Symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*, publication par la Fondation Singer-Polignac, Paris : éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1986 (ISBN 2-7351-0165-7)
- Deshoullière, Grégory. « Une première route dans le Transkutukú, terres jivaro. Quelques remarques sur le rapport entre ethnicité, territoire et développement économique au temps de la Révolution citoyenne (Équateur) ». *Journal de la Société des américanistes*, vol. 102, no 102-2, décembre 2016, p. 207-34. <https://therightsofnature.org/wp-content/uploads/Caso-Condor-Mirador.pdf> , consulté le 15 octobre 2020
- *Ecuador Debate N° 79 | Centro Andino de Acción Popular*. <https://www.caapecuador.org/ecuador-debate-n-79/>**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.**.. Consulté le 26 août 2020
- « Ecuador: Nadie sabe quién mató a José Tendetza ». *Noticias ambientales*, 1 novembre 2019, <https://es.mongabay.com/2019/11/jose-tendetza-defensores-ambientales-en-ecuador/>**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.**..
- editor2. « Ecuador: Marcha por el agua, la vida y la dignidad de los pueblos ». *Sin Permiso*, 7 juin 2016, <https://www.sinpermiso.info/textos/ecuador-marcha-por-el-agua-la-vida-y-la-dignidad-de-los-pueblos>**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.**..
- « El mercurio sigue siendo una amenaza para los ríos de Sudamérica ». *Noticias ambientales*, 23 septembre 2019, <https://es.mongabay.com/2019/09/mercurio-en-los-rios-efectos-sudamerica/>
- EJOLT. « Mirador, Cordillera Del Condor, Ecuador | EJAtlas ». *Environmental Justice Atlas*, <https://ejatlas.org/conflict/mirador-cordillera-del-condor-ecuador>. Consulté le 15 octobre 2020.
- « Equateur. Le Président utilise l'écologie pour justifier les mesures dictées par le FMI ». *Révolution Permanente*, <http://www.revolutionpermanente.fr/Equateur-Le-Presidentutilise-l-ecologie-pour-justifier-les-mesures-dictees-par-le-FMI>**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.**.. Consulté le 26 août 2020.
- « Extractivisme, retour sur un concept émergent ». *ritimo*, <https://www.ritimo.org/Extractivisme-retour-sur-un-concept-emergent>. Consulté le 20 octobre 2020.
- *Gobiernos Autónomos Descentralizados de Ecuador | Observatorio Regional de Planificación para el Desarrollo*. <https://observatorioplanificacion.cepal.org/es/instituciones/gobiernosautonomos->

descentralizados-de-ecuador**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.** Consulté le 20 octobre 2020.

- Granda Merchán, Juan Sebastián. « Transformaciones de la educación comunitaria en los Andes ecuatorianos ». *Sophia, Colección de Filosofía de la Educación*, no 24, juin 2018, p. 291-311. *SciELO*, doi:10.17163/soph.n24.2018.09.
- « La Conaie, 33 años de historia de un movimiento clave en Ecuador ». *El Universo*, 12 octobre 2019, <https://www.eluniverso.com/noticias/2019/10/12/nota/7557206/conaie-protestasecuador-crisis-historia-movimiento-indigena>**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.**
- « La deforestación del Proyecto minero Mirador en el sur de la Amazonía de Ecuador ». *Noticias ambientales*, 22 août 2018, <https://es.mongabay.com/2018/08/la-deforestacion-del-proyecto-minero-mirador-en-el-sur-de-la-amazonia-de-ecuador/>
- « Les Indiens d'Equateur ne résistent pas à l'idée de progrès ». *Reporterre, le quotidien de l'écologie*, <https://reporterre.net/Les-Indiens-d-Equateur-ne-resistent-pas-a-l-idee-de-progres>. Consulté le 26 août 2020.
- « Los indígenas del Cóndor ecuatoriano no quieren cobre ». *Dialogo Chino*, 4 juillet 2019, <https://dialogochino.net/es/actividades-extractivas-es/28120-los-indigenas-del-condor-ecuatoriano-no-quieren-cobre/>**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.** .
- « Rafael Correa : « L'Equateur exploitera jusqu'à la dernière goutte de pétrole pour sortir de la pauvreté » ». *Le Monde.fr*, 9 décembre 2015. *Le Monde*, [https://www.lemonde.fr/planete/article/2015/12/09/rafael-correa-l-equateur-exploitera-jusqu-a-la-derniere-goutte-de-petrole-pour-sortir-de-la-pauvrete\\_4827674\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2015/12/09/rafael-correa-l-equateur-exploitera-jusqu-a-la-derniere-goutte-de-petrole-pour-sortir-de-la-pauvrete_4827674_3244.html)**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.** .
- Pignocchi, Alessandro. « Puntish: L'interprétation des rêves ». *Puntish*, jeudi août 2017, <http://puntish.blogspot.com/2017/08/linterpretation-des-reves.html>.
- *Plan Nacional del Buen Vivir 2013-2017 de Ecuador | Observatorio Regional de Planificación para el Desarrollo*. <https://observatorioplanificacion.cepal.org/es/planes/plannacional-del-buen-vivir-2013-2017-de-ecuador>**Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.** Consulté le 26 août 2020.
- « Republic of Ecuador: Development Project for Indigenous and Afro-Ecuadorian Peoples (PRODEPINE) ». *IFAD*, <https://www.ifad.org/en/web/ioe/evaluation/asset/39834558> . Consulté le 26 août 2020.

Territoires indigènes et conflits d'extraction

Equateur. Itinéraires des marches indigènes d'août 2015

Dynamique des manifestations d'octobre 2019

Equateur. Violences pendant le soulèvement d'octobre 2019